

- début avril Bruno Le Maire, ministre de l'industrie : « Nous devons repenser la mondialisation à l'aune de la souveraineté ». Position apparemment partagée par Berger de la CFDT.

P. Artus (expert Natixis) : « L'État doit se conduire en stratège et soutien financier plus qu'en opérateur économique ».

Mais pour un pays comme la France, la production industrielle ne représente plus, selon les critères de la comptabilité nationale (qui sont aujourd'hui communs dans les pays de l'OCDE), que moins de 15 % de la valeur ajoutée totale. La tendance à la relocalisation se poursuivra sans doute, mais de façon modérée dans les secteurs qui ne seront pas jugés stratégiques et où la situation est réversible (la fabrication de masque n'a rien à voir avec l'électronique). Mais les limites sont évidentes. Si on prend l'exemple du pays européen le plus touché, l'Italie, il est celui dont les entreprises de la région lombarde et plus particulièrement les villes de Bergame et Brescia, les plus atteintes par le virus, sont aussi celles qui étaient le plus en contact avec la Chine et aujourd'hui cette même région lombarde subit la pression des entreprises du grand pays industriel le moins touché par le virus, l'Allemagne, parce que ses constructeurs automobiles sont dépendants des fournisseurs lombards.

- la dette publique peut à court terme augmenter sans problème dans l'hypothèse probable de maintien à court terme des taux négatifs et tant que les fondamentaux économiques restent fortement déflationnistes, ce qui est le cas. Par ailleurs, au niveau européen, la BCE aurait toujours la possibilité d'annuler la dette à moyen terme puisque cette décision se prend seulement à la majorité des 2/3 en tenant compte en plus que le vote se faisant par roulement il peut y avoir des opportunités conjoncturelles supplémentaires. Cette possibilité serait beaucoup plus difficile si elle devait dépendre des gouvernements de l'UE où les décisions se prennent à l'unanimité. Bien sûr, dans le premier cas de figure, c'est-à-dire au sein de la BCE, cela nécessiterait de convaincre l'Allemagne et les Pays-Bas du bien-fondé d'une aide particulière accordée aux pays du Sud de l'Europe. Toutefois, rien d'impossible puisque ses mesures profiteraient en retour des flux monétaires en sens inverse provenant des exportations des pays du Nord en direction du Sud. C'est déjà ce qui s'était passé pour la Grèce il y a quelques années et les directives de la Troïka étaient purement autoritaires et punitives par rapport à la Grèce et n'avaient pas de justification économique stricto sensu comme Yannis Varoufakis, ministre des Finances et négociateur grec l'avait fait savoir immédiatement. L'Allemagne nous en fournit le plus bel exemple qui a compensé ses mesures de restriction de la demande intérieure (augmentation des impôts, baisse des salaires, des pensions et dépenses sociales) par une augmentation de la demande externe en provenance de ces mêmes pays du Sud. Elle creuse ainsi leur déficit alors qu'elle accroît ses

excédents ce qui lui permet d'apparaître vertueuse. À son modeste échelon, comme d'ailleurs la Chine à un niveau plus élevé, l'Allemagne serait tout à fait apte à piloter un nouveau type de plan Marshall à l'intérieur de l'UE tout en ressortant encore plus forte et avec une UE mieux « intégrée ». Il ne faut par contre pas attendre de plan de ce type de la part des EU. L'échec de la tentative d'ordre mondial de 1991 a conduit ceux-ci à un repli entériné par Obama et accentué et fortement idéologisé par Trump.

- Ce dernier point auquel s'ajoute la gestion pour le moins problématique de la crise sanitaire par l'OMS, est un signe de la difficulté de gestion de la puissance au niveau I. Bertrand Badie, parle de « l'impuissance des puissances » (Libération du 10 avril 2020) qui a conduit à un cavalier seul des États dans leur propre gestion de la pandémie comme si le niveau II des nations pouvait être prédominant... toute frontière ouverte ! Dans ces conditions la seule « solution » ne pouvait être, dans un premier temps, que le déni de la possibilité d'une extension d'un virus forcément chinois sur le modèle des deux précédents. Le déni d'une possible pandémie mondiale.

Pendant que régnait cette cacophonie au niveau des États, les plateformes numériques se sont retrouvées au centre des rapports de puissance d'abord parce qu'elles sont mondiales et dotées d'une grosse force de frappe financière avec, par exemple, la Fondation Bill Gates qui constitue le deuxième contributeur en importance à l'OMS ; ensuite parce qu'elles ont « offert » leur infrastructure de circulation pour les connexions essentielles et aussi pour la distribution des marchandises. Au centre aussi dans la mesure où elles se savent appuyées par les secteurs de la finance et peuvent même se permettre le luxe (ou l'outrecuidance, c'est selon) de proposer d'assister directement les États dans le contrôle du confinement (traçage). Toutefois, le champ d'intervention est bien le niveau II (cf. par exemple, la gestion « asiatique » de la crise permise par le poids qu'y occupent les technologies de l'information et de la communication parmi la population), même si les plateformes sont par nature mondialisées. À ce niveau II toujours, la collecte des données par l'Internet y brouille pour ne pas dire abolit les frontières entre sphère publique et sphère privée, entre État et économie.

Néanmoins, Bruxelles tout en souhaitant une réponse européenne commune à la sortie de crise (sous-entendue économique) est incapable d'imposer la proposition des corona-bonds et plus généralement la mutualisation de la dette alors même que le temps presse pour l'Italie, l'Espagne et le Portugal qui empruntent actuellement trois fois plus cher que la France et l'Allemagne même si l'Italie vient de lever sans trop de problèmes 100 Mds d'euros. Par ailleurs, l'Espagne vient de faire une proposition, pour le moment isolée, de dette perpétuelle appuyée sur le budget européen où seuls les intérêts feraient l'objet de versement.

Enfin, l'UE est aussi obligée d'admettre une sortie nationale du confinement et la question de l'existence des frontières (cf. l'article de Michel Fouché dans Le Monde du 21 avril 2020).

Pendant ce temps, mais cela va dans le même sens : le G7 ne s'est même pas réuni et le G20 n'a pris qu'une décision sur la suspension de la dette des 76 pays les plus pauvres. La tension EU/Chine autour d'Huawei, la 5G et plus généralement l'équilibre des échanges ; celle entre les EU et la Russie sur le prix du pétrole¹ ont bloqué toute possibilité de détente à court terme, le déni premier de tous face à la menace de passage d'une épidémie à la pandémie a fait le reste.

- L'impréparation des personnels politiques a été patente, ce qui n'est pas scandaleux si on considère la crise sanitaire comme un événement, qui a donc sa part d'imprévisibilité, même s'il avait été précédé d'au moins deux alertes. Il n'empêche que les États y ont répondu chacun à leur façon en fonction de critères culturels et socio-politiques et aussi de la façon dont ils conçoivent l'affectation des dépenses de santé. Les chiffres sont, de ce point de vue, édifiants : les EU sont le pays qui dépense le plus pour la santé en % de PIB (17 %) ; la France arrive en tête dans l'UE avec 11,3 contre 11,2 pour l'Allemagne. Mais en nombre de lits ça change tout. Quand les américains alignent 3 lits d'hôpital, la France en a 6, l'Allemagne 8 et le Japon 13. Sans parler du fait que 30M d'américains n'ont pas de couverture sociale santé. Mais si on regarde plus précisément encore les chiffres, on s'aperçoit qu'en France 34 % des salariés hospitaliers seraient sans taches médicales et des normes extrêmement sévères, mais souvent bureaucratiques (cf. le rôle de l'ARS), entraînent une guerre public/privée, par exemple au niveau des laboratoires dont des exemples sont apparus pendant la pandémie au niveau de la gestion des lits disponibles.

- Le paradoxe est donc qu'alors que la crise sanitaire semble remettre au premier plan l'action publique et l'État, ce dernier se trouve presque partout affaibli au niveau de sa direction politique perçue parfois déjà peu légitime avant même le virus. On peut en effet remarquer une corrélation au sein des puissances de l'OCDE entre les gouvernements les plus déconsidérés (Italie, France, Espagne, EU) et le nombre de victimes.

En France, cet affaiblissement politique se marque d'abord par la mise en place d'un Conseil scientifique supplantant de fait les organismes officiels de la santé publique... pour finalement, après force tergiversations, s'en remettre aux statistiques et simulations de L'Imperial College anglais ; la suspension des réformes chômage et retraite, la fin du fétichisme des règles d'orthodoxie budgétaire et celles concernant le niveau de la dette fixées par les accords de Maastricht ; la proposition plus ou moins explicite d'un gouvernement d'union nationale.

- La crise du fordisme de la fin des années 1960-début des années 1970 avaient, entre autres montré les limites de la production de masse organisée dans le travail à la chaîne. Les grèves bouchons ou thromboses des ouvriers spécialisés (OS) ont interrompu par leur action cette chaîne de production hier comme le virus a interrompu la « chaîne de valeur » aujourd'hui. De la même façon que le travail à la chaîne n'a pas complètement disparu, la chaîne de valeur mondialisée ne sera probablement pas démantelée, mais le danger d'une trop grande distanciation et dépendance sera acté. Sera-t-il acté essentiellement au niveau macroéconomique et politique (stratégique) de l'État ou alors seulement au niveau microéconomique des entreprises, n'est pas tranché.

Le télétravail, quant à lui, a été renforcé par le confinement, mais les retours qu'on en a (on a consulté beaucoup de documents sur la question en rapport avec notre texte sur l'État et le coronavirus) laissent planer un doute sur une extension qui bouleverserait véritablement l'organisation actuelle du travail. Le patronat comme l'administration veut garder l'œil sur le travail et doit rappeler de façon récurrente que dans télétravail il y a travail et non pas seulement autonomie. En outre, le contact humain s'avère très vite nécessaire et l'arbitrage reste pour le moment très en faveur du maintien de l'entreprise comme lieu central et c'est sur ce lieu que se concentrent, pour le moment du moins, les aménagements. Il y aurait peut-être intérêt à explorer les rapports entre télétravail et automatisation.

- Si la crise de 2008 a souvent été présentée, pour nous à tort, comme une crise de déconnexion entre finance et « économie réelle », il ne peut en être ainsi de la crise sanitaire. Elle a bien touché en premier les marchés financiers et la Bourse du fait de leur extrême sensibilité et si certains y ont vu tout de suite un éclatement de la bulle, le marché s'est assez vite ressaisi sans parler du cours haussier du Nasdaq. La rapidité de réponse dans le secteur de la production matérielle ne peut évidemment répondre à la même vitesse et on assiste non pas à une dévalorisation ou même décapitalisation, mais bien plutôt à une mise en jachère de capital fixe (et évidemment de capital variable pour garder les concepts marxistes). Mais contrairement à une période de guerre où il y a destruction de capital et où la sortie se pose en des termes simples de reconstruction, il en est autrement aujourd'hui. Si le capital qu'il prenne la forme des grandes entreprises ou de la finance sait prendre des risques et les gérer, il est beaucoup moins à l'aise dans les situations d'incertitude et on peut parier que de partout l'action publique tentera de pallier à cette faiblesse en soutenant une confiance que les entreprises ne peuvent pas créer elles-mêmes. En effet, dans cette situation d'incertitude les anticipations de ces dernières sont plus réactives qu'actives (ex-post plutôt qu'ex-ante aurait dit Keynes qui a connu une autre grande période d'incertitude, même si la cause en était toute différente.

Les États vont faire médiation entre les différents secteurs de l'économie en assurant la liaison banques centrales/entreprises pour une reprise (monétisation de la dette ou dette perpétuelle). Si on a pu dire que les Banques centrales étaient devenues des prêteurs en dernier ressort, la crise sanitaire tendrait à montrer que les États sont redevenus des garants en dernier ressort.

-Pour la première fois depuis plus de 70 ans les États ont eu à appliquer une gestion des populations dans une situation inconnue jusqu'alors puisque ne correspondant ni à une guerre classique ni à une guerre sociale. Il est à souligner qu'avec des méthodes fortement différentes les divers régimes politiques n'ont rencontré nulle part une véritable opposition aux mesures d'urgence peu démocratiques utilisées contre la propagation du virus et quand elle se manifeste, c'est à retardement et sur des bases là aussi fort différentes si on prend d'un côté les quelques troubles dans des banlieues françaises et italiennes ; de l'autre, les manifestations, parfois armées, des anti-confinements dans les villes « démocrates » ou « sudistes » des EU. Cette gestion des populations montre des fractures qui ne recouvrent pas exactement celles des classes. Abruptement : que faire des personnes âgées et à un degré moindre que faire des « jeunes » ? Par ailleurs la notion de « populations les plus fragiles » a fait florès qui est loin de recouper l'ancienne figure de prolétaire. Le souci sans cesse manifesté des médias comme des politiques quant à la conséquence du virus sur les inégalités et plus ou moins explicitement sur leur accroissement a pourtant et paradoxalement par rapport à ce que nous venons de noter, réintroduit un élément de l'ancienne question sociale (égalité-fraternité-communauté), en reléguant la fixation sur la dénonciation des discriminations au second plan.

à suivre...

1. L'entrée de la Russie dans l'OPEP+ a rendu plus difficile le petit commerce entre amis des saoudiens et américains pour maintenir un cours suffisamment élevé garantissant la rentabilité de la production américaine. Un point essentiel pour comprendre le nouvel isolationnisme américain. Pour les EU le désintérêt soudain pour les conflits de la région du Golfe (il importait 60 % de son pétrole jusqu'à 2006) est le signe de son recentrage sur sa propre indépendance énergétique (pétrole dont ils sont devenus les premiers producteurs mondiaux... grâce à l'entrée de la Chine dans l'OMC cette dernière ayant tiré les prix vers le haut + exploitation du gaz de schiste). Le risque économique est ici qu'une chute durable des cours rendent non rentables les investissements effectués dans ce secteur devenu porteur aux EU. Pour le coup « la finance » perdrait gros. Quant au risque social à part le dégonflement de la popularité trumpienne par la hausse du chômage, c'est la paix sociale menacée pour tous les pays producteurs qui vivent de la

rente et ont une forte population (Algérie, Irak, Nigéria, Iran). À moyen terme ce serait une opportunité pour diversifier les productions, mais à court terme...

Maxime Combes d'ATTAC dit que c'est aussi l'occasion pour réorienter les investissements prévus des énergies fossiles aux nouvelles moins polluantes.

[↩]